



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

MINISTÈRE DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Rectorat

Division de l'enseignement
supérieur et de la recherche

Dossier suivi par
Hélène LAMBELIN
chef de division

Tél. 03 22 82 38 59

Mél : helene.lambelin@ac-amiens.fr

DESR/HL/CC n° 33

20, boulevard
d'Alsace-Lorraine
80063 Amiens cedex 9

Horaires d'ouverture :
8h00 à 18h00
du lundi au vendredi

Amiens, le 8 septembre 2011

Le Recteur de l'Académie d'Amiens
Chancelier des universités

à

- Monsieur le président de l'UPJV
- Monsieur l'administrateur provisoire de l'UTC
- Monsieur le directeur de l'IPLB
- Monsieur le directeur de l'ESCOM
- Monsieur le directeur général du groupe Sup de Co Amiens-Picardie
- Monsieur le directeur de l'ESIEE
- Madame la directrice de l'ESC Compiègne
- Madame la directrice de l'ESAD

- Mesdames et Messieurs les chefs des établissements ayant des sections CPGE et BTS s/c de Mesdames et Monsieur les Inspecteurs d'Académie, DSDEN de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme

Objet : lutte contre le bizutage.

La rentrée universitaire est l'occasion pour vos établissements d'accueillir de nouveaux étudiants. Les associations étudiantes participent activement à la qualité de cet accueil en permettant aux nouveaux arrivants de s'intégrer dans la communauté étudiante.

Je vous rappelle que la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions nouvelles ainsi qu'à la protection des mineurs a créé un délit spécifique de bizutage passible de sanctions pénales et disciplinaires.

L'article 225-16 du Code pénal précise que le fait pour une personne d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio-éducatif est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Cette infraction est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende lorsqu'elle est commise sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur. Les personnes morales peuvent être déclarées responsables, pénalement, de ces infractions.

.../...

.../...

Par ailleurs les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer (article 121-3 du Code pénal).

Afin que les événements festifs liés à la rentrée universitaire organisés par les étudiants de votre établissement se déroulent sans incident, quel que soit le lieu géographique où peuvent s'effectuer ces rassemblements, je vous saurais gré de réaffirmer le respect de la dignité de la personne et de sensibiliser l'ensemble de la communauté étudiante sur les risques liés notamment à la consommation d'alcool.

Je vous remercie de bien vouloir me faire savoir les difficultés que vous pourriez rencontrer pour faire respecter ces dispositions.

Enfin, je vous rappelle que l'article 40 du Code de procédure pénale impose à tout fonctionnaire, qui dans l'exercice de ses fonctions, a connaissance d'un crime ou d'un délit, d'en aviser le Procureur de la République.

Je compte sur votre vigilance et sur votre détermination.

Par avance je vous remercie.



Jean-Louis MUCCHIELLI